

RÉPONDRE AUX DÉFIS DE NOTRE ÉPOQUE

Pour une nouvelle politique industrielle !

La France se désindustrialise chaque jour un peu plus : la production industrielle a reculé de 11 points en 25 ans. Ce sont 1 million d'emplois industriels qui ont été détruits depuis l'an 2000. Et 400.000 autres sont aujourd'hui directement menacés.

Loin des fables sur l'ère « post-industrielle » qui verraient les activités à haute valeur ajoutée conservées sur notre sol et les activités moins nobles externalisées vers les pays émergents, ce sont bel et bien toutes les filières qui sont aujourd'hui touchées : automobile, électronique, pharmacie, raffinage, agro-alimentaire...

Contrairement à ce qui est rabâché, ce n'est ni le résultat de la « crise », ni la conséquence d'un « coût du travail » trop élevé. Ce qui est en train d'asphyxier notre industrie, c'est l'exigence folle de rentabilité à court terme et les logiques financières.

Oui, le déclin industriel de la France est le choix délibéré de privilégier les logiques financières contre l'emploi, contre la défense des filières stratégiques et la réponse au défi de la transition écologique.

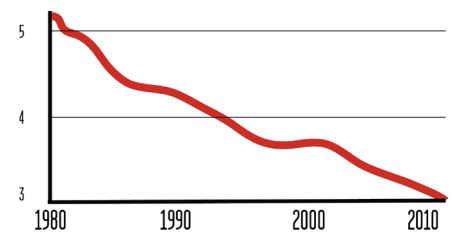
L'échec de 30 ans de politiques libérales

Malgré les coups de communication autour du « redressement productif », le choix du gouvernement actuel comme celui des précédents de mettre la baisse du « coût du travail » au cœur de sa politique économique, ne réglera rien. Au contraire, toutes les politiques qui ont été menées visant à faire baisser les charges n'ont jamais permis d'enrayer les destructions d'emploi. Elles sont inefficaces, pour au moins deux raisons :

1°) Les fonds accordés aux entreprises ne sont pas utilisés pour l'investissement productif et la création d'emploi

Pour l'essentiel, ces cadeaux aux entreprises servent à alimenter les profits et leur redistribution aux actionnaires. Le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) mis en place par Hollande finance prioritairement le versement de dividendes, pas la recherche, l'investissement productif ou l'embauche.

2°) La baisse des salaires, des dépenses de protection sociale et des investissements publics va contracter l'économie et réduire les débouchés des entreprises.



Evolution de l'emploi industriel depuis 1980 (en million)

Cette politique que Manuel Valls entend amplifier, notamment par la réduction drastique des dépenses et investissements publics (-53 milliards d'ici 2017), mais également de modération salariale est un frein à toute reprise économique. La quasi stagnation des salaires depuis une dizaine d'année et l'obstination à ne pas augmenter le SMIC pèsent lourdement sur le marché intérieur.

En s'entêtant dans cette direction, le gouvernement Valls va aggraver la crise systémique que subit notre peuple et l'Europe toute entière.

Pourtant une autre politique économique est possible.



VERS UNE AUTRE LOGIQUE

Partir des besoins

Plutôt que de partir des logiques financières qui ont asphyxié notre tissu industriel, il faut partir des besoins humains. Ceux-ci sont immenses : se doter de réseaux interconnectés de transports, de télécommunication, inventer et construire les véhicules, les modes de transports et les logements non-polluants dont la population a besoin, relancer la recherche dans la santé et l'industrie pharmaceutique, développer le mix-énergétique pour répondre aux besoins énergétiques de l'humanité tout en réduisant très significativement nos émissions de CO², investir massivement dans l'Internet et les technologies de l'information, développer une industrie agro-alimentaire de qualité et permettant de nourrir l'humanité...

Les efforts à déployer concernent également des défis considérables pour notre planète : lutter contre le changement climatique, gagner la bataille de la biodiversité, limiter l'épuisement des ressources naturelles... C'est vital.

Pour répondre à ces défis, il faut une industrie puissante. Ce n'est pas contradictoire avec l'exigence environnementale, bien au contraire.

Engager la transition écologique

Ce que nous proposons, ce n'est d'ailleurs pas de revenir à un modèle industriel ancien. Le nouveau industriel que nous proposons se donnera comme objectifs prioritaires :

>> **de rompre avec l'obsolescence programmée** : il est irresponsable de continuer à concevoir un produit avec une durée de « vie » artificiellement limitée.

>> **la sécurité des consommateurs, des salariés comme la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes**, doivent être intégrée dès la conception d'un produit, mais aussi le recyclage des matériaux qui le compose.

>> **de créer de nouvelles filières de maintenance et de réparation** dans une logique d'économie circulaire ouverte.

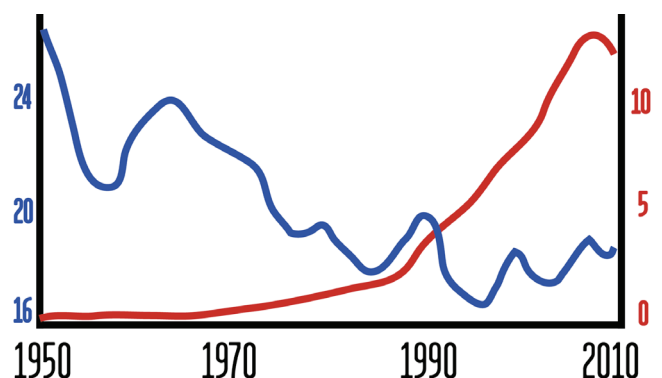
Ce nouveau cap se confronte directement aux logiques productivistes du marché, celles qui privilégient la rentabilité maximum et immédiate, celles qui compriment les coûts quelles que soient les conséquences. C'est cette absence de vision qui nous a mené au bord du précipice.

Une vision stratégique et démocratique contre la logique financière

C'est devenu une évidence : le marché ne se préoccupe que du court terme et de son profit immédiat. C'est pourquoi il faut lui substituer une logique prospective, un processus planificateur permettant d'orienter les efforts et les investissements. Cette planification nouvelle, nous la concevons comme un processus démocratique, associant les scientifiques, les élus, les citoyens et salariés, les associations...

La création de pôles publics dans les filières stratégiques (énergie, aérospatial, pharmacie,...) permettra d'impulser concrètement ce nouveau système productif au service des besoins. Cette implication publique pourra d'ailleurs prendre des

Evolution des taux d'investissements (bleu) et des taux de profits financiers (rouges)



formes variées : nationalisations, prises de participations décisives, coopératives de salariés...

Mais c'est aussi l'entreprise qu'il faut repenser. L'entreprise que Manuel Valls déclare aimer, c'est celle des conseils d'administration et des actionnaires. Pour nous, l'entreprise est avant tout un collectif humain créateur de richesses. Le renouveau industriel du pays passe par des droits d'intervention directe des salariés dans l'entreprise : pour définir ce qui doit être produit, dans quelles conditions, avec quelle stratégie, quelles priorités de gestion, quelle organisation du travail, quel partage des richesses ? Cela ne tombera pas du ciel : cela passe par une bataille politique de haut niveau dans l'entreprise.

Un nouveau monde industriel

C'est bien une nouvelle conception de l'entreprise qui doit émerger : non plus une structure opaque, déterritorialisée et dont l'objectif est de maximiser ses profits, mais bien un collectif humain, inscrit dans un territoire avec ce que cela suppose de responsabilités qu'elle doit assumer puisqu'elle profite de services publics, d'infrastructures et de main d'œuvre qualifiée.

Il faut en finir avec le dogme de la compétition généralisée. Au postulat de la concurrence des individus, des territoires et bien sûr des entreprises, nous entendons substituer l'indispensable coopération et mutualisation. Développer des filières stratégiques suppose, par exemple, que les entreprises puissent coopérer sur des projets communs plutôt que de se faire la guerre économique : les plus grandes réussites industrielles françaises se sont bâties sur ce modèle.

Alors que l'information et le savoir, c'est à dire la recherche, jouent un rôle de plus en plus important dans la création de valeur, celle-ci ne peut être enfermée dans les logiques de rentabilité étroite. Ainsi, la recherche doit s'émanciper de cette logique court-termiste : ce n'est pas en voulant « perfectionner la bougie » que l'on a découvert l'électricité. Et contrairement aux idées reçues qui justifieraient des sorties précoces du système scolaire de ceux qui ne seraient pas « faits pour les études », nous avons au contraire un besoin inédit d'ouvriers, de

techniciens et d'ingénieurs hautement qualifiés. Il faut donc se fixer l'objectif de porter le plus grand nombre au plus haut niveau de culture commune.

Financer ce renouveau

Le renouveau industriel suppose des investissements massifs, des engagements de long terme et donc une autre utilisation de l'argent. Rappelons que les richesses existent pour financer un tel changement de cap. La France n'a jamais été aussi riche. Et pourtant, les entreprises privilégient la rémunération des actionnaires à la recherche et aux investissements productifs (cf graphique ci-contre). Pour enrayer notamment cette logique, la fiscalité des entreprises peut être un levier décisif, encourager la création de richesses, les projets utiles et socialement performants, et au contraire, décourager les activités spéculatives, la finance.

Le crédit est également un puissant levier. Au cœur de l'Union européenne, la France peut agir efficacement pour une autre politique du crédit. Dès à présent, elle pourrait engager la création d'un pôle public du crédit, composé entre autre de la Banque publique d'investissement (BPI), de la caisse des dépôts, de la banque postale, d'une banque à nationaliser et de banques coopératives. Il constituerait un outil décisif pour financer les projets industriels conformes aux objectifs stratégiques, porteurs d'emplois et respectueux de l'environnement, d'aider par exemple les salariés à reprendre l'activité de leur entreprise. Il est également possible de réorienter l'épargne salariale et des fonds d'assurance vie.



LES ATOUTS DE LA FRANCE

La France est la cinquième puissance économique mondiale au cœur de l'Europe, première puissance économique mondiale. C'est un pays qui, même au cœur de la crise, demeure très riche. Il dispose d'infrastructures de transports, de services publics et d'une main d'œuvre hautement qualifiée, parmi les plus productive au monde. Dans maints domaines, l'excellence de notre recherche nous place à la pointe de la connaissance. Par exemple dans les mathématiques, qui sont au cœur de secteurs stratégiques comme l'informatique.

Aujourd'hui, ces atouts sont gâchés : la soumission de la France aux objectifs de l'Organisation Mondiale du Commerce et de la construction d'un Grand Marché Transatlantique, à une vision stratégique qui entend spécialiser quasi exclusivement notre pays dans le tourisme et l'industrie du luxe, le pacte de dupe dit de « responsabilité » qui répond aux objectifs de rentabilité du patronat, ... tout cela n'est pas inéluctable.

Préparons ensemble la convention «Industrie» des 22 et 23 novembre 2014

Un avant-projet de texte a été proposé par le Comité du projet. Il est téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.pcf.fr/58500>

Ce texte est soumis à la réflexion de toutes et tous. Vous êtes invité-e-s à soumettre vos contributions afin que l'avant-projet puisse être amélioré. Ces contributions sont à adresser à Yann Henzel (yhenzel@pcf.fr).



Une nouvelle civilisation à naître

Face au compromis de régression sociale Hollande/MEDEF, nous opposons un compromis social de progrès, tel que fût le programme du CNR dans les conditions de son époque. L'ampleur des enjeux auquel fait face l'humanité suppose des réponses nouvelles, de faire naître une nouvelle civilisation dépassant le capitalisme.

Au cœur du Front de gauche, le Parti communiste français entend relever ce défi. C'est pourquoi nous engageons un processus de travail avec toutes les forces qui le souhaitent pour ouvrir cette perspective de progrès.

La convention que le Parti communiste français organise les 22 et 23 novembre 2014 sur l'Industrie sera l'occasion d'un premier échange national sur ces questions si décisives pour notre avenir.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :